

DEBOUT LA FRANCE!

PRODUIRE EN FRANCE

OSONS LE PROTECTIONNISME INTELLIGENT !



Après vingt ans de délocalisations successives, notre industrie manufacturière s'est rétrécie, selon Les Échos, au point de ne représenter désormais que 9% du PIB, contre 15% pour l'Italie et 19% pour l'Allemagne.

C'est un drame en matière d'emplois, de productivité et d'indépendance stratégique dans des secteurs comme les principes actifs de médicaments. Les Français paient cher la lâcheté de nos dirigeants, leur compromission avec des intérêts étrangers, la prédation de certaines multinationales et la naïveté de la Commission de Bruxelles. Malgré tous les beaux discours d'Emmanuel Macron sur la réindustrialisation, notre pays connaît un record de défaillances d'entreprises, et les plans sociaux se multiplient.

Seul un changement radical de cap, au niveau national comme au niveau européen, peut nous permettre de réindustrialiser la France pour garantir notre prospérité et retrouver notre indépendance.

Debout la France propose 10 mesures chocs pour le « Produire en France » afin de créer ou relocaliser un million d'emplois en cinq ans !

NOS 10 MESURES

- 1 Inciter les consommateurs à acheter français** en rendant obligatoire l'étiquetage de la part du "fabriqué en France" dans chaque produit.
- 2 Retrouver 500 000 emplois en supprimant la directive des travailleurs détachés**, qui exercent en France tout en payant des cotisations sociales minorées dans leur pays d'origine.
- 3 Contrôler les importations et bloquer en douane les produits** qui ne respectent pas nos normes environnementales et sociales.
- 4 Réserver 50% (pour atteindre 75% dans 5 ans) de la commande publique à des produits fabriqués en France**, la première année (200 milliards d'euros chaque année), en privilégiant les PME.
- 5 Établir des droits de douane compensateurs pour limiter les importations déloyales**, à l'exemple de la politique américaine de taxation à 100% des véhicules électriques chinois.
- 6 Rétablir le droit de veto de la France pour tout accord commercial de libre-échange** négocié par l'Union européenne (CETA, accord Nouvelle-Zélande, MERCOSUR, etc.).
- 7 Accorder un crédit d'impôt de production pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices sur le sol français** (réduction de moitié de l'impôt sur les sociétés). Il s'agit de récompenser les dirigeants d'entreprises qui favorisent l'emploi en France.
- 8 Créer un fonds d'aide à la relocalisation doté de 10 milliards d'euros**, attribuant des aides à l'investissement en échange de l'implantation de nouvelles usines en zone rurale.
- 9 Renforcer le décret Montebourg et établir un système d'actions préférentielles pour bloquer les OPA**, afin d'éviter que nos fleurons industriels passent sous pavillon étranger
- 10 Relancer la participation gaullienne des salariés et baisser le taux d'IS de 1% pour chaque 2% d'actionnariat salarié** (dans la limite de 10 points de baisse d'IS).

Ces 10 propositions s'inscrivent dans le cadre du projet économique de Debout la France, qui vise à restaurer notre compétitivité, à retrouver sur le site de Debout la France.